

Si déplorable que soit la situation à Winnipeg, elle est encore bien pire en dehors de la ville. Dans la réserve, à moins d'une centaine de milles de là, on trouve des logis et des conditions de vie que j'aurais cru impossibles au Canada à l'heure actuelle. Le bill à l'étude ne remédiera absolument pas à la situation de ceux qui ont plus besoin d'un logement que n'importe qui au pays.

Il va encourager les institutions financières à infuser encore plus d'argent dans les villes de Toronto, Vancouver, Calgary, Winnipeg et Montréal, qui progressent constamment et ont bénéficié le plus de la relance de la construction domiciliaire, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, chez les gens à revenu moyen ou à revenu élevé. Ce bill ne sera probablement d'aucune utilité pour le Québec, sauf qu'il aidera peut-être les Montréalais. Il ne sera d'aucune utilité pour les provinces Maritimes ni pour Terre-Neuve. Ces régions sont au bas de l'échelle, là où les gens ne reçoivent rien ou à peu près rien. C'est le sort qui leur est réservé depuis longtemps.

Nous continuons d'affirmer qu'au lieu d'accorder de nouveaux stimulants financiers aux compagnies qui ont lamentablement failli à la tâche jusqu'à présent, en ne répondant pas aux désirs des Canadiens, nous devrions établir au sein du ministère des Affaires urbaines une caisse centrale d'hypothèques qui chargerait les institutions de prêts à charte fédérale de répartir le capital qui leur est fourni, au taux d'escompte de la banque, pour fins de logement. Ces fonds devraient être affectés conformément aux priorités de logements établies par le ministère des Affaires urbaines.

Pour ma part, je ne suis pas disposé à confier aux institutions financières, aux aménageurs de terrains, aux constructeurs de maisons et autres le soin de fournir les maisons nécessaires. Je les comprends de faire ce qu'ils font. Sous le régime actuel, tous ceux qui se conforment à la loi ont le droit de réaliser le maximum de bénéfices. Je les comprends donc parfaitement. Je critique le gouvernement et le Parlement pour leur avoir laissé faire cela et les avoir encouragés.

En présentant ce bill, nous leur disons «Vous n'avez pas gagné assez d'argent; nous vous donnons un permis pour voler davantage, pour soutirer davantage au peuple canadien.» C'est ce que fait ce bill et c'est pourquoi nous nous y opposons. Nous disons même au ministre actuel—et il m'est difficile de dire quelque chose d'aimable à son sujet—que nous voulons que le ministère des Affaires urbaines décide à quelle région l'on consacrerait l'argent qui doit être dépensé pour le logement au cours de l'année prochaine, ou des deux ou trois années suivantes, dans quelles parties du pays on le dépensera, dans quelles villes et combien on consacrerait aux campagnes. Je ne suis pas prêt à laisser au secteur privé le soin de prendre ces décisions. Nous savons ce que ce secteur a fait jusqu'à présent. Il n'a pas tenu compte des besoins et des priorités du peuple canadien.

C'est pourquoi nous disons que ce bill est mauvais. Il est mauvais, il a été présenté à un mauvais moment et il entraînera les mêmes solutions néfastes que nous avons eues jusqu'à présent. C'est pourquoi nous insistons auprès du ministre, même s'il est tard, d'examiner cette question et de prendre les mesures que nous avons proposées.

Une voix: Vous voulez que le ministre vous écoute.

M. Orlikow: Il se peut que ce que j'ai dit ne soit pas tellement important. Je demande tout simplement au ministre de réexaminer les propositions du groupe d'étude.

Financement des hypothèques

C'est le gouvernement qui l'a nommé. Je parle des propositions faites au sujet du financement des hypothèques, des acquisitions de terrains et des logements sociaux. Le ministre précédent devait avoir une certaine confiance dans les capacités des membres du groupe d'étude, sinon il ne les aurait pas nommés.

Je demande, en terminant, au ministre de retirer ce bill et d'étudier sérieusement les propositions faites sur tous les aspects de l'habitation par le professeur Dennis et son groupe de collaborateurs. Que le ministre revienne au Parlement avec la politique d'habitation qu'il nous faut. Qu'il ne dise pas que, d'ici quatre ou cinq années on construira «x» centaines de milliers de maisons; qu'il dise que nous allons construire le nombre de maisons qu'il faut pour ceux qui en ont besoin et aux endroits voulus. C'est ce que nous devrions faire au lieu de construire des maisons pour ceux qui peuvent se permettre d'en acheter de meilleures que celles qu'ils occupent présentement mais dont, dans une large mesure, ils n'ont pas besoin.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, le bill C-135, qui établirait peut-être un plus grand nombre d'institutions profiteuses dans le domaine de l'habitation, est un bill qui, je crois très sincèrement, n'aidera pas les gens de ma circonscription qui est au fond une circonscription rurale/urbaine de la Saskatchewan. La plupart des familles ont des revenus faibles ou moyens.

Le bill dont nous sommes saisis établirait deux institutions, une Corporation de placements hypothécaires et une Bourse fédérale d'hypothèques. Selon les méthodes économiques conventionnelles, il pourra peut-être augmenter la disponibilité des fonds hypothécaires dans notre pays et rendre ceux-ci plus liquides. Toutefois, il ne fera rien pour offrir des fonds aux Canadiens à revenus faibles ou modérés qui en ont vraiment besoin. De plus, le ministre, en présentant ce bill, ne fait absolument rien pour diminuer les taux d'intérêt ou les subventionner pour les nécessiteux. Je ne suis pas certain qu'il y aura vraiment plus de fonds disponibles pour l'habitation, même vu les taux d'intérêt actuels.

● (2030)

Il y a cinq ou six jours, le ministre des Finances (M. Turner) a déclaré à la Chambre que les banques lui avaient assuré qu'il y avait suffisamment de fonds au Canada pour consentir des prêts hypothécaires et des prêts pour la construction domiciliaire à un taux d'intérêt de 10 p. 100. Aujourd'hui, le ministre prétend que si plus de fonds deviennent disponibles, les taux d'intérêt baisseront, ce qui favorisera la construction de maisons au Canada. C'est ainsi que les libéraux et les conservateurs ont toujours abordé les questions économiques. Je soutiens que cette façon d'aborder le problème ne fonctionnera pas dans la situation économique actuelle, où les taux d'intérêt augmentent constamment, non seulement au Canada et aux États-Unis, mais dans tout l'Occident.

Nous ne pourrions résoudre ces problèmes tant que nous n'aurons pas le contrôle du change et le courage et le bon sens de contrôler réellement les taux d'intérêt. Il faut ordonner aux banques et aux institutions financières d'attribuer telle partie de leur capital chaque année à des investissements relatifs à l'habitation à un taux d'intérêt fixe de 6 p. 100. C'est ce que notre parti réclame dans le cas d'hypothèques grevant des propriétés résidentielles et de la construction d'habitations au Canada. J'affirme que c'est une politique raisonnable. Je pense que cela peut être réalisé et il est plus que temps que nous mettions à